

Nucléaire

Le Togo favorable à une approche africaine fondée sur la préparation

Invité d'honneur de la 51eme édition du Symposium mondial du nucléaire la semaine dernière, le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a livré un plaidoyer en faveur d'une approche africaine du nucléaire fondée moins sur les annonces que sur la préparation, les partenariats et la mobilisation ...



PAGE 3

ECONOMIE



OTR

Les recettes fiscales progressent de 14,3% à fin juin 2026

Au Togo, les recettes fiscales mobilisées par l'Office togolais des recettes (OTR) ont atteint 507,82 milliards FCFA à fin juin 2026, contre 444,11 milliards FCFA à la même période de 2025. Selon les données de la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique consultées par Togo First, cette progression ...

PAGE 5

RÉFLEXION



Une autre carte du monde

De la représentation à la perception, et de la perception aux conséquences économiques en Afrique et au Togo

La manière de représenter le monde agit sur la perception que nous en avons, et par elle sur ce que nous apprenons, les territoires que nous ...

PAGES 6&8



Prix des carburants

Le double enjeu auquel sont confrontés les pouvoirs publics

Face aux tensions persistantes sur les marchés énergétiques internationaux, la question du prix des carburants revient au premier plan au Togo. Le pays vient en effet de connaître une nouvelle ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

L'Université de Lomé élargit son offre de langues étrangères

L'Université de Lomé entend mieux préparer ses étudiants à un marché du travail de plus en plus ouvert sur l'international. À partir de la rentrée académique 2026-2027, l'établissement prévoit d'élargir son offre de formation linguistique au Centre international de langues de Lomé (CI2L). Quatre nouvelles langues y seront proposées : le mandarin, le portugais, le russe et le turc.

Cette initiative vise à renforcer les compétences des étudiants au-delà du français et de l'anglais, dans un contexte où les entreprises tournées vers l'extérieur recherchent des profils capables de travailler dans des environnements multilingues. La maîtrise de langues supplémentaires peut faciliter les échanges avec des partenaires étrangers, les négociations commerciales et l'accès à des opportunités professionnelles sur des marchés internationaux.

Le mandarin bénéficie d'une attention particulière. Déjà enseigné à l'Université de Lomé, il devrait être davantage accessible dès cette rentrée, grâce à une réduction annoncée des coûts de formation. Cette orientation intervient alors que les relations économiques et commerciales entre le Togo et la Chine se renforcent.

MADE IN TOGO

Et si le vrai défi était la machine ?

Quand on observe ce que nous appelons aujourd'hui le Made in Togo, une chose frappe : une grande partie de nos productions locales se concentre encore dans l'agroalimentaire. Jus, farines, épices, infusions, huiles, ...

PAGE 11

Togo

La rentrée scolaire 2026-2027 s'ouvre sous le signe des réformes

Des milliers d'élèves ont repris, ce lundi 14 septembre, le chemin de l'école. Comme prévu, la rentrée 2026-2027 a démarré ce matin pour le préscolaire, le primaire, le secondaire général et le secondaire technique, dans les établissements publics comme privés. Uniformes ajustés, cartables neufs : une nouvelle année ...



PAGE 4

 SOMMAIRE	Bceao Maintien des taux directeurs malgré les risques inflationnistes  P 4	Cameroun/Opposition Maurice Kamto quitte le MRC  P 9	UFOA B U17 filles Cinq matchs au programme des Éperviers  P 10
--	---	--	---

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Des rues de Tomdè au nouveau marché de Kara : l’ascension d’une vendeuse d’oignons

Avant de vendre des sacs d’oignons au nouveau marché de Kara, Mme Halabedie Kemealo parcourait les rues de la ville avec une bassine de piments et de tomates sur la tête. Pendant six ans, elle a appris à connaître les clients, les prix et les réalités du petit commerce. Les économies tirées de cette première expérience lui ont ensuite permis de rejoindre le marché et de changer d’échelle. En 2016, l’accès aux financements du FNFI est venu soutenir une activité déjà engagée. Aujourd’hui, elle achète ses marchandises à Agadez, au Niger, et à Malanville, au Bénin. Allons à la découverte de son histoire dans ce nouveau numéro de la rubrique « Échos des bénéficiaires du FNFI »

Née à Kara et ayant grandi à Lamatessi, Mme Halabedie Kemealo a quitté l’école après la classe de 6e. Elle commence alors à vendre du piment et des tomates dans les rues de Kara. Ses marchandises sur la tête, elle se déplace de quartier en quartier à la recherche de clients. Elle exerce ce métier pendant six ans. Les revenus restent modestes, mais elle y découvre les premières règles du

commerce : savoir attirer les acheteurs, accepter les longues journées et surtout ne pas mépriser les petits bénéfices. « Je me rappelle comme si c’était hier. Tout le monde me connaissait dans la zone de Tomdè, ici à Kara. J’ai fait ça pendant six longues années. Vous



Mme Halabedie Kemealo

savez, j’ai beaucoup appris et je ne regrette rien. Il faut toujours commencer quelque part », raconte-t-elle. À force de mettre de l’argent de côté, elle parvient à quitter la vente ambulante. Elle rejoint le marché et se tourne vers les oignons et les épices, dont la commercialisation lui offre de meilleures possibilités.

En 2016, elle découvre le FNFI alors qu’elle mène déjà

des activités génératrices de revenus. Pour elle, le financement n’est pas une découverte du travail, mais une occasion d’agrandir ce qu’elle avait commencé avec ses propres moyens. Elle bénéficie du produit APSEF et utilise les ressources reçues pour

renforcer son fonds de commerce. « Quand j’ai connu le FNFI, je vendais déjà au marché. J’ai considéré le financement comme une opportunité et le temps m’a donné raison », affirme-t-elle. Après son passage par les produits de première génération, elle accède au produit Nkodédé en 2021. Elle reçoit d’abord 3,5 millions de francs CFA, puis 7 millions de francs CFA. Les deux financements sont

consacrés à l’achat de sacs d’oignons. Le crédit lui permet alors de traiter des volumes plus importants et de répondre à une demande qui dépasse les possibilités d’une petite vendeuse.

Quand le métier se joue aussi loin du comptoir
Pour développer son activité, Mme Halabedie a dû apprendre à regarder au-delà du marché de Kara. Elle s’intéresse aux lieux d’achat, aux périodes favorables et aux personnes capables de lui fournir des marchandises en quantité. Elle se rend notamment à Agadez, au Niger, et à Malanville, au Bénin. Avec le temps, elle a noué des relations suivies avec plusieurs fournisseurs. « Aujourd’hui, j’ai des contacts avec lesquels je travaille au Niger et au Bénin. Quand j’ai besoin de marchandises, je peux les appeler », explique-t-elle. Derrière les sacs exposés au marché, il y a donc tout un travail de recherche, de négociation et de coordination. Il faut trouver les bons interlocuteurs, organiser les achats et faire parvenir les marchandises jusqu’à Kara. La commerçante

ne se limite plus à vendre ce qu’elle possède : elle prépare ses achats, anticipe les besoins et entretient un réseau qui facilite son activité.

Mère de trois enfants, Mme Halabedie Kemealo souhaite désormais consolider son entreprise et augmenter encore ses capacités d’achat. Elle rêve de disposer de moyens plus importants pour acquérir davantage de marchandises et répondre à une clientèle toujours plus large. « Mon souhait, c’est de continuer à développer mon activité et de pouvoir acheter davantage de marchandises », confie-t-elle. Son histoire part d’une bassine portée dans les rues de Tomdè et arrive aujourd’hui à des achats de plusieurs millions de francs CFA. Entre les deux, il y a eu l’apprentissage du terrain, les économies, le passage au marché, l’appui du FNFI et la construction de relations avec des fournisseurs au-delà des frontières. Un parcours qui rappelle qu’une grande activité peut prendre naissance dans une petite vente, à condition de savoir lui donner une direction.

Ceci est un programme du ministère chargé de l’inclusion financière et de l’organisation du secteur informel



	Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper	Directeur de publication : Motchosso Kodolakina Secrétaire de rédaction : Edy Alley Responsable web: Carlos Amevor Comité de rédaction: Françoise Dasilva	Alexandre Wémima Edem Dadzie Caleb Akponou Affo-Djèlè Alarba Responsable administrative, financière et commerciale: Amah Essognim	Graphiste: Eros Dagoudi Imprimerie: Direct Print Distribution : TogoMatin Tirage : (2000 exemplaires)
---	--	---	--	--

Prix des carburants

Le double enjeu auquel sont confrontés les pouvoirs publics

Face aux tensions persistantes sur les marchés énergétiques internationaux, la question du prix des carburants revient au premier plan au Togo. Le pays vient en effet de connaître une nouvelle augmentation du prix des produits pétroliers.

Pour les pouvoirs publics, l'enjeu est double : préserver le pouvoir d'achat des ménages et limiter les effets inflationnistes d'une éventuelle hausse à la pompe, sans pour autant compromettre l'équilibre des finances publiques. Dans ce contexte, les subventions apparaissent comme un instrument de stabilisation à court terme. Mais jusqu'où l'État peut-il absorber le choc pétrolier sans déplacer le problème vers le budget national ?

Les subventions permettent à l'État de prendre en charge une partie de l'écart entre le coût réel d'approvisionnement et le prix payé par le consommateur. Ce mécanisme joue ainsi un rôle d'amortisseur lorsque les cours internationaux s'envolent. En maintenant temporairement les prix à un niveau relativement accessible, il évite une transmission immédiate et brutale du choc aux ménages et aux entreprises.

Mais cette protection n'est pas gratuite. Chaque franc consacré à la compensation du prix du carburant constitue une ressource qui ne peut être mobilisée simultanément pour d'autres priorités

publiques. Lorsque la hausse des cours internationaux se prolonge, la subvention peut progressivement passer d'un instrument conjoncturel de stabilisation à une charge budgétaire structurelle. Latentation de maintenir les prix à la pompe à un niveau bas est compréhensible. Dans une économie où le transport routier joue un rôle essentiel dans la

C'est précisément pour éviter cette spirale que les subventions peuvent être justifiées à court terme. Mais une question demeure : l'État peut-il indéfiniment absorber une hausse dont il ne maîtrise pas l'origine ? La réponse est évidemment limitée par les capacités budgétaires du pays. Une politique de subvention doit être analysée non seulement à travers son coût financier immédiat,

Faut-il consacrer davantage de ressources à maintenir artificiellement le prix du carburant, ou utiliser une partie de ces ressources pour réduire progressivement la vulnérabilité énergétique du pays ? Cette interrogation est fondamentale. Une subvention prolongée peut atténuer les conséquences d'un choc aujourd'hui, mais elle ne réduit pas nécessairement l'exposition

limites ? Le risque est alors de devoir procéder à un ajustement supportable. C'est pourquoi la prévisibilité de la politique tarifaire est aussi importante que le niveau du prix lui-même. Une stratégie graduelle, transparente et clairement expliquée peut permettre aux ménages et aux entreprises de mieux anticiper les évolutions



Une voiture prend du carburant (Image trouvée en ligne)

mobilité des personnes et l'acheminement des marchandises, une hausse du carburant peut rapidement se diffuser à l'ensemble du tissu économique.

Le mécanisme de transmission est relativement simple : une augmentation du coût du carburant renchérit le transport, puis les coûts logistiques, les dépenses de production et, in fine, le prix des biens et services. Le carburant devient alors un vecteur de transmission du choc pétrolier à l'ensemble de l'économie.

mais aussi à travers son coût d'opportunité. Les ressources mobilisées pour contenir le prix des carburants auraient pu être affectées à l'investissement public, à la protection sociale, aux infrastructures, à l'éducation, à la santé ou encore au développement des capacités énergétiques nationales.

Le véritable arbitrage n'est donc pas simplement entre « carburant cher » et « carburant bon marché ». Il se situe entre plusieurs usages concurrents de ressources publiques limitées.

du pays aux chocs futurs.

Le risque de déplacer le choc

Une autre difficulté apparaît lorsque l'État maintient durablement un prix administré malgré une forte augmentation des coûts internationaux. Le choc n'est pas nécessairement supprimé : il est simplement déplacé. Au lieu d'être immédiatement supporté par les consommateurs à travers une hausse à la pompe, il est absorbé par le budget de l'État. Mais que se passe-t-il lorsque la capacité budgétaire d'absorption atteint ses

Les États africains ne peuvent pas résister indéfiniment

« Malgré la résistance de nos pays ils n'arrivent pas résister à la guerre. Le Bénin et le Togo étaient les deux à résister. Si le Togo est tombé, le Bénin va aussi tomber bientôt. Ce sont des subventions, qui sont passées du simple au double. Et c'est une bataille qui oppose le FMI et nos États », nous a confié un officiel.

Il faut aussi noter que ceux qui consomment plus le carburant ce sont les riches et pas la grande partie de la population. Les prix des transports sont restés stables car le gouvernement fait des concessions. Ce que beaucoup ne savent pas, c'est que l'État fait d'autres sacrifices. « L'État va augmenter sa subvention à la Société des transports de Lomé (Sotral), ainsi que des subventions et exonération de taxes aux transporteurs pour éviter l'augmentation des prix des transports publics et privés », Nous informe-t-on.

TM

Nucléaire

Le Togo favorable à une approche africaine fondée sur la préparation

Invité d'honneur de la 51ème édition du Symposium mondial du nucléaire la semaine dernière, le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a livré un plaidoyer en faveur d'une approche africaine du nucléaire fondée moins sur les annonces que sur la préparation, les partenariats et la mobilisation des financements.

Le thème de cette édition, « De l'ambition à l'action », a naturellement servi de fil conducteur à son intervention. Pour le

dirigeant togolais, cette formule traduit une réalité désormais incontournable : l'énergie nucléaire bénéficie d'un regain d'intérêt à l'échelle mondiale et apparaît, pour de nombreux pays notamment africains, comme un instrument susceptible de renforcer la sécurité énergétique, d'accompagner la transition climatique et de soutenir le développement économique.

Cependant, souligne-t-il, « l'ambition, à elle seule, ne suffit pas. Le monde doit construire, financer, réglementer et concrétiser

». Il est donc clair que l'heure n'est plus seulement à l'affirmation d'objectifs, mais aussi et surtout à leur traduction opérationnelle.

L'Afrique face à ses besoins énergétiques

Le regain d'intérêt pour le nucléaire ne produira des résultats durables qu'à condition d'être accompagné d'un environnement institutionnel, réglementaire, financier et humain suffisamment robuste. Cette dynamique repose notamment, sur la reconnaissance du rôle que

cette source d'énergie peut jouer dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre et dans la sécurisation des approvisionnements énergétiques. Cet objectif ne pourra toutefois être atteint sans la participation active des États africains.

« Pour l'Afrique, cette transition est particulièrement importante. Le continent a d'immenses besoins de développement et d'industrialisation, d'amélioration des systèmes de santé, ainsi que le développement du numérique et, plus largement, de ses

infrastructures », a indiqué le chef du gouvernement togolais. Pour le président du Conseil, tous ces progrès nécessiteront une énergie fiable et disponible en quantité croissante. Les technologies nucléaires, notamment les petits réacteurs modulaires et les microréacteurs, peuvent offrir des solutions énergétiques adaptées au contexte africain. À ce titre, « l'Afrique ne demande pas simplement une technologie. Elle demande un ...

Suite à la page 4

Nucléaire Suite de la page 3

Le Togo favorable à une approche africaine fondée sur la préparation

... véritable partenariat. L'Afrique offre un marché et une vision de son propre avenir énergétique ».

Le Togo mise sur sa politique nationale

Le président du Conseil a illustré cette approche par la trajectoire du Togo. « Le Togo est membre de l'AIEA depuis 2012 et nous avons progressivement renforcé notre cadre national pour l'utilisation sûre et pacifique des technologies nucléaires. En janvier 2025, nous avons créé notre Commissariat à l'énergie atomique. Plus récemment, nous avons signé un nouveau cadre de coopération avec l'AIEA. Dans le même temps, nous évaluons les technologies susceptibles de répondre à nos besoins futurs, ainsi que les partenariats et mécanismes de financement nécessaires ». Telle est la posture des initiatives togolaises.

Le président du Conseil a également rappelé les engagements pris dans le cadre de la deuxième édition du Nuclear Energy Innovation Summit for Africa (NEISA), tenue à Kigali, au Rwanda. « Je voudrais rappeler ce que nous avons partagé lors de NEISA 2026 à Kigali. Le Togo, mon pays, a choisi d'engager sa préparation à l'utilisation de la science et de la technologie nucléaire dans le cadre de son développement

et de sa sécurité énergétique. Nous comprenons qu'un développement nucléaire responsable commence bien avant la construction du premier réacteur ». C'est à cet exercice que s'attelle le premier dirigeant togolais.

Le financement, principal défi du nucléaire africain

Pour concrétiser les ambitions africaines, le président du Conseil a présenté les obstacles au financement des projets de développement nucléaire. En effet, ces projets nucléaires requièrent des investissements importants et s'inscrivent dans des cycles particulièrement longs. Ils nécessitent donc des structures financières capables d'accompagner des projets dont les horizons se mesurent en décennies.

« Le financement reste l'un des défis les plus importants du déploiement nucléaire en Afrique. Les projets nucléaires exigent des investissements considérables sur le long terme et des structures de financement capables de gérer les risques sur plusieurs décennies », reconnaît Faure Essozimna Gnassingbé.

À Londres, il a estimé que l'évolution de l'environnement financier international pouvait ouvrir de nouvelles perspectives. Encore faut-il, selon lui, transformer les réflexions

et les recommandations en mécanismes opérationnels permettant effectivement aux pays africains d'accéder aux financements nécessaires.

Le Togo rejoint



Faure Gnassingbé (au milieu), en discussion avec des experts (Crédit photo : Présidence du Conseil)

L'engagement mondial pour le nucléaire

L'intervention du président Faure Essozimna Gnassingbé à Londres a également été marquée par une annonce à portée internationale : l'adhésion du Togo à la Déclaration visant à tripler la capacité nucléaire mondiale d'ici 2050, lancée à l'occasion de la COP28.

Par cette décision, le pays entend prendre sa part aux efforts internationaux visant à renforcer la contribution

de l'énergie nucléaire à la sécurité énergétique et à la lutte contre le changement climatique, tout en réaffirmant son attachement aux principes de sûreté, de sécurité et d'utilisation

dynamique continentale et l'élargissement du partenariat autour de l'avenir nucléaire de l'Afrique.

« Nous considérons ce passage de Kigali à Lomé

exclusivement pacifique des technologies nucléaires.

Lomé accueillera NEISA 2027

C'est dans cette dynamique que le président Faure Essozimna Gnassingbé a annoncé que Lomé accueillera la troisième édition du Nuclear Energy Innovation Summit for Africa (NEISA), du 1er au 3 juin 2027. Le choix de Lomé ne constitue pas un simple changement de cadre. Il traduit la continuité d'une

comme bien plus qu'un simple changement de ville ou de lieu : il représente la continuité, le partenariat et l'élargissement de la dynamique nucléaire africaine. Nous avons l'occasion de faire en sorte que le prochain chapitre de la renaissance nucléaire mondiale soit aussi celui de l'industrialisation, de l'innovation et du développement de l'Afrique », a déclaré Faure Essozimna Gnassingbé.

Edem Dadzie

Togo : la rentrée scolaire 2026-2027 s'ouvre sous le signe des réformes

Des milliers d'élèves ont repris, ce lundi 14 septembre, le chemin de l'école. Comme prévu, la rentrée 2026-2027 a démarré ce matin pour le préscolaire, le primaire, le secondaire général et le secondaire technique, dans les établissements publics comme privés. Uniformes ajustés, cartables neufs : une nouvelle année académique s'ouvre, porteuse de défis pour l'ensemble du système éducatif togolais.

Le calendrier scolaire s'étalera sur 3 trimestres. Le premier se terminera le 23 décembre 2026, avant les congés de fin d'année et une reprise fixée au 4 janvier 2027. Un congé de détente est ensuite programmé du 12 au 21 février, suivi des vacances de Pâques du 9

au 18 avril. Le troisième et dernier trimestre courra jusqu'au 16 juillet 2027, date de clôture de l'année scolaire.

Au-delà de ce calendrier, cette rentrée marque une étape supplémentaire dans la transformation engagée par le système éducatif togolais, avec plusieurs innovations. Il s'agit notamment de l'arrivée des classes de métiers, le déploiement des FabLabs éducatifs et la mise en place de la Direction des enseignements privés.

L'école s'ouvre aux métiers Introduites au cours moyen ainsi que dans les collèges et lycées scientifiques, les classes de métiers ambitionnent

de familiariser les élèves avec le monde professionnel dès leur scolarité, à raison de deux heures hebdomadaires d'activités pratiques venant compléter les enseignements classiques. Professionnels locaux, membres de la diaspora, visites d'entreprises et semaines scientifiques rythmeront ce nouveau dispositif, centré sur des secteurs porteurs comme l'agriculture moderne, l'innovation, le bâtiment ou l'artisanat — l'objectif étant d'arrimer davantage la formation aux besoins réels de l'économie togolaise.

Apprendre par la pratique dans les FabLabs

Les FabLabs éducatifs constituent la seconde

grande nouveauté de cette rentrée. Conçus comme des espaces collaboratifs mêlant théorie et pratique, ils permettront aux élèves de s'initier à la robotique, à la programmation et à l'impression 3D. Leur installation est prévue dans les collèges et lycées scientifiques ainsi que dans les Centres régionaux d'innovations technologiques. Pour encadrer ces nouveaux espaces, 101 Fabmanagers ont été recrutés et formés en amont.

Un encadrement renforcé du secteur privé

Cette rentrée voit également la Direction des enseignements privés, créée en septembre 2026, entrer pleinement en

fonction. Cette nouvelle structure sera chargée de délivrer les autorisations liées à la création ou à la fermeture d'établissements privés, tout en veillant à la conformité de leurs programmes et au suivi des subventions publiques.

Ces avancées s'inscrivent dans un chantier de réforme plus large, incluant la généralisation de l'anglais au primaire et le renforcement de l'enseignement technique. Reste néanmoins un défi de taille : celui des moyens humains, matériels et financiers nécessaires pour que ces ambitions se traduisent durablement dans les salles de classe.

La Rédaction

OTR

Les recettes fiscales progressent de 14,3% à fin juin 2026

Au Togo, les recettes fiscales mobilisées par l'Office togolais des recettes (OTR) ont atteint 507,82 milliards FCFA à fin juin 2026, contre 444,11 milliards FCFA à la même période de 2025. Selon les données de la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique consultées par Togo First, cette progression représente une hausse de 14,3% en glissement annuel.

La performance enregistrée au premier semestre correspond à 46,3% des prévisions budgétaires annuelles, fixées à 1 096,11 milliards FCFA. Ces ressources contribuent au financement des dépenses publiques et à la mise en œuvre des priorités de l'État au cours de l'exercice 2026. Dans le détail, le Commissariat des impôts (CI) a mobilisé 279,07 milliards FCFA entre janvier et juin. Ce montant représente 45,3% de son objectif annuel. Les recettes de cette régie progressent de 14,6% par rapport aux six premiers

mois de l'année précédente. Le Commissariat des douanes et droits indirects (CDDI) a, pour sa part, enregistré 228,74 milliards FCFA sur la même période.

une mobilisation accrue des ressources internes. Ils interviennent alors que le gouvernement cherche à consolider le financement domestique du budget et

fiscale s'établit à 6,8% du produit intérieur brut (PIB). Ce niveau demeure inférieur à la cible annuelle de 14,6% retenue par le gouvernement. L'écart

rapprocher les recettes effectivement collectées des prévisions annuelles, tout en préservant l'activité économique et la capacité contributive des ménages et entreprises. La réalisation de cet objectif dépendra notamment de l'évolution de l'activité, de l'efficacité du recouvrement et de la régularité des paiements. Elle constitue un indicateur important de la capacité de l'État à financer ses engagements sur ressources propres.

Cette dynamique devra s'accompagner d'un suivi des secteurs économiques. Une fiscalité mieux administrée, prévisible et équitable peut soutenir la confiance des opérateurs, encourager la formalisation des activités et améliorer durablement les recettes. Pour l'État, la question ne porte pas uniquement sur les montants collectés, mais sur la qualité du recouvrement.

E. A



Siège de l'OTR à Lomé

Cette collecte équivaut à 47,7% de sa prévision annuelle et affiche une hausse de 14% en comparaison avec juin 2025.

Ces résultats traduisent

à réduire sa dépendance à l'égard des ressources extérieures. La progression des recettes reste toutefois à apprécier au regard de l'objectif fiscal fixé pour l'ensemble de l'année.

À fin juin 2026, la pression

souligne l'importance des efforts attendus au second semestre.

Les régies financières devront ainsi maintenir le rythme des recouvrements au cours des prochains mois. L'enjeu sera de

Bceao

Maintien des taux directeurs malgré les risques inflationnistes

La Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao) maintient son principal taux directeur à 3%. La décision a été prise le 9 septembre 2026, à l'issue de la réunion du Comité de politique monétaire. Le taux du guichet de prêt marginal reste fixé à 5%, tandis que le coefficient des réserves obligatoires demeure à 3%.

Ces niveaux sont en vigueur depuis le 16 mars, après une réduction de 25 points de base décidée au début du mois. La Bceao prolonge ainsi l'assouplissement monétaire engagé au premier trimestre, sans

procéder à une nouvelle baisse. Cette orientation vise à préserver les conditions de financement de l'économie, tout en tenant compte de l'évolution des prix et des risques extérieurs. Dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine, l'inflation s'est établie à 0,4% au deuxième trimestre 2026, après -0,2% au trimestre précédent. La Banque centrale explique cette remontée par les transports, le logement et certains produits alimentaires, notamment la viande, le poisson et les légumes. Elle prévoit une

inflation moyenne de 1% en 2026, contre 0% en 2025. Ce niveau reste inférieur au seuil de 2% généralement recherché. La Bceao estime par ailleurs que l'activité mondiale demeure résiliente, malgré les perturbations liées au conflit au Moyen-Orient. Elle identifie toutefois l'énergie comme un facteur susceptible d'accentuer les tensions sur les prix. Dans l'Union, la croissance est attendue à 6,1% en 2026, après une progression estimée à 6% au deuxième trimestre, en glissement annuel. Au Togo, les risques

inflationnistes sont renforcés par la nouvelle hausse des carburants entrée en vigueur le 11 septembre. Le super sans plomb passe de 725 à 817 FCFA le litre, tandis que le gas-oil augmente de 750 à 766 FCFA. Trois mois auparavant, les prix avaient déjà été relevés. Cette nouvelle grille pourrait se répercuter sur les tarifs du transport, du fret et, par effet domino, sur ceux des produits alimentaires. La stabilité des taux directeurs ne suffira donc pas à neutraliser les pressions venues de l'énergie. Les prochains

mois permettront d'apprécier la capacité de la Bceao à maintenir son soutien à l'activité sans compromettre la stabilité des prix dans l'espace communautaire.

Pour les ménages et entreprises, cette situation appelle une vigilance accrue. Une hausse durable des coûts de mobilité et d'approvisionnement peut peser sur le pouvoir d'achat, les marges et la demande. La politique monétaire devra composer avec des facteurs extérieurs à son action directe.

Edy Alley

En un clic,
payez votre
TVM par

sur l'application

OTR TVM

Disponible sur Google Play

FÉDÉRER POUR BÂTIR

www.otr.tg

100000

Une autre carte du monde

De la représentation à la perception, et de la perception aux conséquences économiques en Afrique et au Togo**Koffi Sodokin, Professeur, Maître de Conférences à l'Université de Lomé**

La manière de représenter le monde agit sur la perception que nous en avons, et par elle sur ce que nous apprenons, les territoires que nous remarquons et les possibilités économiques que nous envisageons. Le 4 septembre 2026, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté, sur proposition du Togo au nom du Groupe africain, la résolution « Correct the Map », qui encourage l'usage de projections respectant les proportions des surfaces, telle Equal Earth. Cette initiative invite à examiner le lien entre représentation et développement en suivant la chaîne qui conduit de l'information à la perception, de la perception à l'attention et à la confiance, puis de celles-ci aux décisions productives. La perception en constitue le maillon central, actif mais non déterminant, et c'est à lui que s'arrête aujourd'hui ce qui peut être établi. Si l'intérêt immédiat de la démarche est d'ordre pédagogique et diplomatique, ses retombées économiques demeurent subordonnées à des décisions concrètes, qu'il s'agisse de former, de produire des données utiles, de promouvoir des projets crédibles ou de mesurer les résultats sans confondre visibilité et prospérité.

1. Ce que les Nations unies ont réellement changé

C'est le 4 septembre 2026 que l'Assemblée générale des Nations unies a adopté,

sur proposition du Togo agissant au nom du Groupe africain, le texte Correct the Map, qui a recueilli 164 voix favorables, une voix contre et six abstentions. L'Union africaine a expressément salué le rôle moteur du Togo dans cette mobilisation internationale [1, 2].

La résolution ne vise ni à redessiner les frontières, ni à déplacer les continents, ni à modifier leur superficie ; elle encourage l'usage de projections respectant les proportions des surfaces, au premier rang desquelles Equal Earth. Non contraignante, elle n'interdit pas Mercator et ne rend pas obligatoire une carte unique pour tous les usages [3]. L'expression de « nouvelle carte du monde », pour commode qu'elle soit, demeure donc impropre, puisqu'il s'agit d'une autre traduction graphique d'un même globe.

Cette distinction n'est pas sans portée économique. Le stock de capital, les terres cultivables et les revenus des ménages demeurent en effet inchangés lorsque l'on substitue un planisphère à un autre. Un effet éventuel doit dès lors emprunter une chaîne identifiable, qui conduit d'une meilleure information à la modification des perceptions, puis aux décisions nouvelles et, en dernier ressort, aux activités productives. Chacun de ces passages mérite d'être établi plutôt que supposé.

2. Pourquoi l'Afrique semble

retrouver sa taille

Toute représentation d'une surface courbe sur une feuille plane impose des déformations, de sorte qu'une projection se définit d'abord par les propriétés qu'elle choisit de préserver. Mercator conserve ainsi les angles localement et figure par des droites les trajectoires à cap constant, d'où son utilité maritime. En revanche, elle agrandit fortement les régions éloignées de l'équateur [4, 5].

Un calcul simple en rend compte. Dans la version sphérique de Mercator, dont l'échelle est exacte à l'équateur, le facteur local d'agrandissement des superficies s'écrit comme suit.

$$m(\varphi) = \frac{1}{\cos^2(\varphi)}$$

où la latitude mesure l'éloignement de l'équateur. Une petite surface située à soixante degrés de latitude est ainsi dessinée quatre fois plus grande qu'une surface identique placée à l'équateur. À l'équateur, ce facteur est égal à l'unité. L'agrandissement affecte



l'un et l'autre hémisphère et ne constitue donc pas une propriété réservée au Nord.

2.1. Deux projections, les mêmes territoires

Conçue en 2018 et présentée dans un article scientifique paru en volume en 2019, la projection Equal Earth conserve au contraire les rapports de superficie. Elle déforme certaines formes et ne préserve pas toutes les distances [6]. La figure 1 fait apparaître pourquoi le Groenland paraît comparable à l'Afrique sous Mercator, tandis que la figure 2, à



surfaces équivalentes, restitue au continent une superficie environ quatorze fois supérieure à celle du Groenland.

Il convient de comparer les territoires à l'intérieur de chaque carte, et non de mesurer leur hauteur d'une image à l'autre. Les cartes utilisent les mêmes contours et la même couverture géographique ; aucun continent n'a été agrandi manuellement. C'est à cette précaution que tient la différence entre une comparaison cartographique et une illustration simplement persuasive.

FIGURE 1. Mercator : l'Afrique en aplat, le Groenland en hachures. Les angles locaux sont conservés ; les superficies sont déformées. Même fenêtre géographique

: 60° Sud à 84° Nord, toutes les longitudes, sans l'Antarctique. Dans ces contours simplifiés, le rapport des aires dessinées Afrique/Groenland est d'environ 0,92. Ces calculs pédagogiques ne sont pas des mesures cadastrales ; les formes ne sont pas étirées pour remplir le cadre. Sources : Natural Earth ; projection WGS84, EPSG:3395, calculs avec PROJ [7,

FIGURE 2. Equal Earth : l'Afrique en aplat, le Groenland en hachures. Les rapports de superficie sont conservés ; certaines

formes changent. Même fenêtre géographique que la figure 1. Dans ces contours simplifiés, le rapport des aires dessinées Afrique/Groenland est d'environ 13,57. Ces calculs pédagogiques ne sont pas des mesures cadastrales ; les formes ne sont pas étirées pour remplir le cadre. Sources : Natural Earth ; projection WGS84, EPSG:8857, calculs avec PROJ [7, 5].

3. Le maillon perceptif, ou ce qu'une image plus juste modifie réellement

L'intuition est séduisante, selon laquelle un continent visuellement minoré risquerait d'être moins considéré. Une intuition ne suffit pourtant pas à établir une relation économique. Le maillon perceptif est en effet alimenté par bien d'autres sources que la carte, à savoir l'école, les médias, les voyages et les expériences personnelles.

Lapon, Ooms et De Maeyer ont étudié les estimations de superficies de plus de cent trente mille participants. Leur recherche constate des différences selon les projections, sans montrer que la carte mentale des individus reproduit simplement une projection particulière [8]. Ce résultat invite à tenir la perception pour un maillon actif sans la croire déterminée par la seule projection.

L'enjeu éducatif excède donc le simple remplacement d'une affiche, puisqu'il porte sur la formation même des représentations, une carte devant permettre d'expliquer conjointement superficies, populations, revenus, climats et réseaux de transport. Une Afrique mieux représentée n'en demeure pas moins hétérogène sur le plan économique, deux

territoires de dimensions comparables pouvant présenter des marchés, des infrastructures et des capacités productives profondément différents.

La réforme gagnerait ainsi à être conduite comme un exercice d'esprit critique, seul moyen d'agir sur la perception sans lui substituer une autre illusion. Pourquoi cette projection ? Pour quelle question ? Quelle information manque ? Apprendre à lire une carte, c'est aussi comprendre qu'un indicateur ne décrit jamais toute une société. Ce bénéfice pédagogique possède une valeur propre, même lorsqu'aucun supplément de croissance n'est immédiatement mesurable.

4. De la perception à l'attention, une économie de la prospection

Le passage de la perception à la décision emprunte d'abord l'attention, aucune entreprise ne pouvant examiner l'ensemble des marchés possibles. Une représentation renouvelée, accompagnée d'informations fiables, pourrait l'inciter à étudier un pays jusque-là négligé. L'effet porterait alors sur la recherche d'information et la prospection, et non sur l'ouverture immédiate d'une usine.

La littérature économique a établi que les perceptions interviennent effectivement dans les échanges. Guiso, Sapienza et Zingales montrent, sur des relations entre pays européens, que la confiance bilatérale contribue à expliquer le commerce et les investissements internationaux [9]. Leur étude ne mesure toutefois aucun effet de Mercator, d'Equal Earth ou de la réforme africaine. Elle établit la plausibilité du maillon perceptif, non l'existence d'un dividende cartographique.

Un second canal, perceptif lui aussi, intéresserait le tourisme et les industries culturelles. Des supports mieux conçus peuvent aider à présenter des destinations distinctes, plutôt qu'un continent indifférencié. Mais une plus grande superficie perçue peut aussi évoquer des

déplacements plus longs. Les effets dépendraient donc des informations sur les liaisons, les prix, la sécurité et les services disponibles.

Enfin, la mise à jour des supports pourrait susciter une demande de cartographes, d'éditeurs et de spécialistes des données. La valeur ajoutée resterait cependant faible si les pays importaient intégralement ces prestations. Former localement et autoriser la réutilisation des contenus ouvrirait une perspective plus durable que la multiplication d'achats ponctuels.

Il importe également de distinguer la création d'activité de son simple déplacement. Si une destination africaine devient plus visible et attire des visiteurs auparavant dirigés vers une autre, le pays bénéficiaire peut gagner sans que le tourisme continental augmente. À l'inverse, une information nouvelle peut susciter un voyage qui n'aurait pas eu lieu. Ces deux situations produisent des bénéfices différents et nécessitent des mesures distinctes.

L'effet serait probablement hétérogène. Là où la contrainte d'information est forte (peu de données publiques, peu de représentations commerciales), les territoires les moins connus auraient le plus à gagner d'une meilleure présentation. Mais ceux qui disposent déjà de services commerciaux performants pourraient mieux convertir cette attention en contrats. La réforme n'est donc pas, à elle seule, un mécanisme de redistribution entre économies africaines.

Dans tous les cas, kilomètres carrés et débouchés commerciaux ne sont pas synonymes. La taille économique d'un marché dépend des revenus, de la demande accessible et des coûts nécessaires pour servir les clients. Une représentation fidèle améliore le diagnostic sans lever aucune de ces contraintes, ce qui borne le rendement économique du maillon perceptif.

5. Pour le Togo, convertir la reconnaissance en compétences

Le Togo bénéficie d'un avantage particulier, puisque son rôle de promoteur officiellement reconnu [2]. Cette visibilité peut faciliter des échanges universitaires, des rencontres professionnelles et des partenariats techniques. Elle ne certifie toutefois ni la rentabilité de chaque projet national ni la qualité générale du climat des affaires.

Pour ce pays proche de l'équateur, l'avantage attendu tient donc davantage au leadership diplomatique qu'à une modification spectaculaire de son apparence sur la carte.

Une voie concrète serait d'associer cette reconnaissance au développement des métiers géographiques, comme la formation universitaire, la cartographie scolaire, les systèmes d'information géographique et l'analyse territoriale. Plutôt que créer une institution coûteuse, le pays pourrait commencer par renforcer les équipes existantes et financer des applications répondant à une demande vérifiable.

Ces applications pourraient servir à localiser les besoins scolaires, suivre les risques d'inondation ou mesurer l'accès aux marchés agricoles. Le cadre intégré d'information géospatiale des Nations unies insiste précisément sur les compétences, la coopération institutionnelle et l'utilisation des données dans la décision publique [10]. Il s'agit d'une politique de connaissance, distincte du choix d'un planisphère.

Le Togo dispose d'ailleurs d'une expérience instructive. Aiken et ses coauteurs ont étudié l'utilisation de données téléphoniques et d'apprentissage automatique pour cibler l'aide du programme Novissi. Leur dispositif mobilisait également des estimations territoriales de richesse issues d'images satellitaires. Les performances variaient selon les méthodes de comparaison ; les nouveaux outils pouvaient améliorer certains ciblage réalisables sans remplacer toute information sociale [11].



FIGURE 3. Le Togo dans son voisinage. Carte de localisation simplifiée, projection UTM 31 Nord (WGS84). La position de Lomé est indicative ; la carte ne décrit ni les flux commerciaux ni les infrastructures. Source : Natural Earth [7].

La leçon est précise. Des données reliées à une décision peuvent améliorer l'action publique. Mais ces résultats antérieurs ne constituent pas une retombée de la résolution de 2026. Le lien proposé est stratégique et consiste à utiliser l'attention suscitée par la cartographie pour renforcer des capacités utiles.

Une première étape pourrait réunir enseignants, chercheurs et petites entreprises autour de supports scolaires ouverts et de formations courtes. Une deuxième sélectionnerait quelques besoins territoriaux précis, avec utilisateurs identifiés et budgets publiés. Une troisième évaluerait les services effectivement rendus avant toute extension. Cette progression limiterait le risque de financer une vitrine sans clientèle ni débouchés professionnels.

La coopération régionale serait essentielle. Des outils compatibles entre administrations et partenaires peuvent être plus utiles que des plateformes nationales isolées. Le Togo pourrait promouvoir des échanges de compétences et des prestations partagées, en s'appuyant sur la reconnaissance obtenue. Ce positionnement resterait une proposition de politique publique, car la résolution ne lui attribue aucun monopole sur la production

ou la commercialisation des nouvelles cartes.

La figure 3 replace aussi le pays dans son environnement régional. Elle rappelle que la valorisation économique de sa position dépend de connexions effectives, de services fiables et de projets documentés. La notoriété peut ouvrir une conversation avec un partenaire ; seules des réalisations convaincantes peuvent la transformer en relation durable.

6. Des coûts réels et des bénéfices à partager

Une réforme symboliquement attractive n'échappe pas aux arbitrages budgétaires. Réviser les manuels, former les enseignants, organiser des rencontres et maintenir des bases de données mobilise de l'argent et du temps. Ces ressources ont d'autres usages possibles.

Pour le Togo, la Banque mondiale souligne l'importance de restaurer les marges budgétaires tout en préservant les investissements productifs et le capital humain [12]. Une transition intégrée au renouvellement normal des supports paraît donc préférable à leur remplacement précipité. Les dépenses devraient financer prioritairement des apprentissages et des services réutilisables.

La répartition des gains...

Suite de la page 7

importe également. Une commande publique peut créer des revenus pour un fournisseur sans produire un bénéfice collectif supérieur à son coût. Les emplois annoncés doivent être distingués des emplois réellement supplémentaires. Et un pays peut supporter des dépenses diplomatiques dont les avantages sont diffusés à tout le continent.

Enfin, développer les données géographiques exige de protéger les personnes. Localiser finement des ménages ne doit pas conduire à exposer leurs informations sensibles. Les capacités techniques doivent donc progresser avec la qualité des règles d'accès, la transparence des usages et les mécanismes de recours. Une meilleure carte ne justifie pas une surveillance accrue.

Ces arbitrages appellent enfin un suivi public de la dépense. Pour chaque poste, il faudrait préciser le problème traité, les bénéficiaires attendus et les résultats observables, puis rapprocher le coût des formations des compétences réellement utilisées, et celui des outils de leur fréquentation et de leur maintenance. Les annonces de conventions ne sont pas des investissements réalisés. Publier aussi les résultats décevants est la condition de la crédibilité du projet, non un exercice de communication.

7. Comment savoir si la réforme porte ses fruits ?

Les sources examinées ne permettent de chiffrer aucun gain de produit intérieur brut attribuable au changement de projection. La seule évaluation crédible suit donc les quatre maillons de la chaîne, un par un, en commençant par les résultats les plus proches de l'intervention, soit la compréhension des superficies, la qualité des enseignements, l'utilisation des ressources et les compétences acquises. Ces mesures relèvent des deux premiers maillons, l'information et la perception. Viendraient ensuite celui de la décision, avec les demandes

d'information reçues et les partenariats effectivement engagés, puis celui de la production, avec les prestations facturées par des entreprises locales et emplois qualifiés occupés.

Une expérience pourrait présenter, par tirage au sort, Mercator ou Equal Earth à deux populations distinctes, des élèves du secondaire et des cadres d'entreprises exportatrices, tout en faisant varier séparément l'information sur le rôle du Togo. Elle distinguerait ainsi l'effet de la projection de celui de la reconnaissance diplomatique, tout en restant bornée au maillon perception, car, comme le rappellent Lapon, Ooms et De Maeyer, une projection ne détermine pas à elle seule la carte mentale d'un individu. Mesurer des démarches concrètes telles qu'une demande de documentation, une inscription à une formation ou une prise de contact commercial serait plus instructif que recueillir des impressions favorables.

Conclusion : rendre le continent visible

La réforme cartographique ne transforme pas directement l'économie africaine. Elle corrige une représentation des superficies et permet de mieux enseigner et mieux coopérer. Pour le Togo, son intérêt économique dépendra de la conversion de la reconnaissance diplomatique en compétences, données et services utiles. Reconnaître cette réussite n'exige pas de promettre une croissance spectaculaire, car la chaîne qui relie une projection à un emploi compte quatre maillons dont seuls les deux premiers sont aujourd'hui engagés. Le véritable enjeu est désormais de faire correspondre la justesse des images à la qualité des décisions, en représentant l'Afrique à sa juste échelle, puis en donnant davantage de moyens à ceux qui la font vivre.

Références et sources cartographiques

[1] Nations unies. General Assembly : 114th Plenary Meeting, 80th Session. Séance consacrée notamment au projet A/80/L.104, « Correct the Map » ; résultat du vote à 32 min 44 s. La cote indiquée

est celle du projet soumis au vote. 4 sept. 2026. [Source en ligne](#)

[2] Union africaine. Communiqué of the Chairperson of the African Union Commission on the Adoption of the « Correct The Map » Resolution. 4 sept. 2026. [Source en ligne](#)

[3] Reuters. UN Approves Resolution in Support of Map That Shows Africa's True Size. 4 sept. 2026. [Source en ligne](#)

[4] J. P. Snyder. Map Projections : A Working Manual. Professional Paper 1395. U.S. Geological Survey, 1987. [doi : 10.3133/pp1395](#).

[5] PROJ contributors. Mercator ; Equal Earth. Documentation des projections : formes sphériques et ellipsoïdales. Voir aussi la page « Equal Earth » dans la même documentation. 2026. [Source en ligne](#)

[6] B. Šavrič, T. Patterson et B. Jenny. « The Equal Earth Map Projection ». In : International Journal of Geographical Information Science 33.3 (2019). Première publication en ligne en 2018, p. 454-465. [doi : 10.1080/13658816.2018.1504949](#).

[7] Natural Earth. Admin 0 - Countries, échelle 1 : 110 millions. Données du domaine public. Figures réalisées avec la copie simplifiée « naturalearth_lowres » distribuée dans les fichiers de test de Pyogrio ; contours et provenance archivés avec les sources de l'article. Ce fond n'est pas une carte politique actualisée. [Source en ligne](#)

[8] L. Lapon, K. Ooms et P. De Maeyer. « The Influence of Map Projections on People's Global-Scale Cognitive Map : A Worldwide Study ». In : ISPRS International Journal of Geo-Information 9.4, 196 (2020). [doi : 10.3390/ijgi9040196](#).

[9] L. Guiso, P. Sapienza et L. Zingales. « Cultural Biases in Economic Exchange? ». In : The Quarterly Journal of Economics 124.3 (2009), p. 1095-1131. [doi : 10.1162/qjec.2009.124.3.1095](#).

[10] Nations unies et Banque mondiale. Integrated Geospatial Information Framework. Part 1 : Overarching Strategic Framework. UN-GGIM, 24 juill. 2018. [Source en ligne Consulté le 08/09/2026](#).

[11] E. Aiken, S. Bellue, D. Karlan, C. Udry et J. E. Blumenstock. « Machine Learning and Phone Data Can Improve Targeting of Humanitarian Aid ». In : Nature 603 (2022), p. 864-870. [doi : 10.1038/s41586-022-04484-9](#).

[12] Banque mondiale. Togo Economic Update : Boosting Growth and Restoring Fiscal Space in Uncertain Times. 1er sept. 2025. [Source en ligne](#)

En Mémoire

de notre très cher et regretté



ATIOGBE Kossi
Dit Gnininvi

49 ans

Décédé le 25 Août 2026

PROGRAMME DES OBSÈQUES

 **Vendredi 18 septembre 2026**

- 18 heures 30 mn à 20 heures 30 mn : Veillée de prières et de chants (Corps présent)
- 22 heures à l'aube : veillée traditionnelle

 **Samedi 19 septembre 2026**

- 10 heures : levée du corps suivi de l'inhumation au cimetière de Bè Adzrométi

 **Maison mortuaire :**

Maison Feu ATIOGBE Kokou Francis
rue Ténéga à Nyékonakpoè

Cameroun/Opposition

Maurice Kamto quitte le MRC

Après treize années à la tête du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun, Maurice Kamto renonce à la présidence du parti, tout en annonçant qu’il en demeure membre. Une décision prise, selon lui, dans « l’intérêt supérieur » du mouvement, mais qui intervient dans un contexte de tensions avec l’administration et de préparation des prochaines échéances électorales. Au-delà du MRC, c’est la capacité de l’opposition camerounaise à se renouveler qui se trouve désormais interrogée.

C’est une page importante de l’opposition camerounaise qui se tourne. Mardi 8 septembre, Maurice Kamto a annoncé sa démission de la présidence du MRC, avec effet immédiat. Dans une courte lettre adressée au directoire du parti, l’ancien candidat à la présidentielle de 2018 invoque « l’intérêt supérieur » de la formation,

centre de gravité d’un affrontement devenu encombrant pour le parti. Le départ simultané de son premier vice-président, Mamadou Mota, qui dénonce l’« acharnement » de l’administration, renforce cette lecture. Mais le pari est risqué. Depuis sa création en 2012, le MRC s’est largement identifié à son fondateur. Le retrait de celui-ci pose donc une question plus profonde que celle de sa succession : le parti peut-il désormais exister politiquement sans dépendre de la figure de Maurice Kamto ? L’enjeu est d’autant plus sensible que le MRC doit préparer les prochaines élections législatives et municipales. Une nouvelle direction devra rapidement s’installer, réorganiser les structures et préserver la cohésion d’une formation déjà éprouvée par les querelles internes et les contraintes administratives.



Maurice Kamto

de ses militants et du « Peuple du Changement ». Il précise toutefois rester membre du mouvement. La décision prend une résonance particulière parce qu’elle intervient après plusieurs mois de turbulences. La convention extraordinaire de décembre 2025, qui avait reconduit Kamto à la tête du MRC, n’a pas été reconnue par le ministère de l’Administration territoriale. Une contestation qui a progressivement transformé la direction du parti en terrain de confrontation politique et juridique. Dans ces conditions, le retrait de Kamto peut difficilement être regardé comme une simple démission administrative. Sans préjuger de ses motivations réelles, il apparaît comme une manière de déplacer le

Une convention extraordinaire est annoncée pour désigner le successeur de Kamto. Pour l’opposition camerounaise, l’épisode dépasse donc largement les murs du MRC. Il pose la question récurrente de la personnalisation du leadership politique et de la capacité des formations d’opposition à construire des organisations suffisamment solides pour survivre à leurs fondateurs. Maurice Kamto quitte la présidence, mais pas le MRC. Reste désormais à savoir si son retrait constituera le prélude à une véritable recomposition du parti ou le début d’un affaiblissement durable. Au Cameroun, l’opposition vient peut-être moins de perdre un dirigeant que d’être confrontée à l’épreuve décisive de son renouvellement.

T.M.

Nigeria/Présidentielle

Les violences politiques commencent-elles avant même l’ouverture de la campagne ?

Le blocage du convoi de Peter Obi dans l’État de Benue ravive les inquiétudes sur le climat politique nigérian à l’approche de la présidentielle de 2027. Sans constituer à lui seul la preuve d’une campagne de violences organisée, l’incident révèle une tension croissante autour d’une compétition électorale qui s’annonce déjà âpre.

Le Nigeria n’est pas encore officiellement en campagne électorale. Pourtant, la bataille pour 2027 a déjà commencé dans les discours, les alliances et, désormais, dans la rue. Le récent incident survenu dans l’État de Benue en fournit une illustration préoccupante. Le convoi de Peter Obi, candidat de l’opposition, a été bloqué par des jeunes alors qu’il circulait sur l’axe Gboko. L’intéressé a dénoncé une entrave à ses activités politiques, tandis que les circonstances exactes de l’incident continuent de susciter des interprétations divergentes.

Pris isolément, l’épisode pourrait être réduit à un incident local. Mais dans le Nigeria politique de 2026, il prend une autre dimension. Peter Obi n’est plus un candidat parmi d’autres. Arrivé troisième à la présidentielle de 2023 avec plus de six millions de voix, il demeure l’une des figures

susceptibles de perturber le face-à-face traditionnel entre les grandes formations politiques. Sa présence sur le terrain constitue donc déjà un enjeu de rapport de force. Le contexte politique accentue cette tension. À mesure que se dessinent les alliances en vue de 2027, l’opposition tente de fédérer des personnalités et des électorats longtemps dispersés. Obi a lui-même changé de formation politique dans la perspective du prochain scrutin. Dans le même temps, le camp du président Bola Tinubu se prépare à défendre son bilan et sa candidature à un second mandat. La compétition ne porte donc plus seulement sur la conquête du pouvoir : elle engage déjà le contrôle des territoires, des réseaux politiques et de l’opinion. C’est précisément ce qui rend l’épisode de Benue préoccupant. Dans une démocratie aussi vaste et politiquement concurrentielle que le Nigéria, l’intimidation physique, l’obstruction aux déplacements d’un adversaire ou la mobilisation de groupes de jeunes peuvent rapidement devenir des instruments de compétition électorale. Des voix de la société civile et du monde politique ont d’ailleurs appelé à la vigilance face à ce type de pratiques.

Il serait toutefois prématuré de parler déjà de violences électorales généralisées. Le Nigeria connaît une longue tradition de rivalités politiques locales, parfois accompagnées d’affrontements. L’enjeu est donc moins de savoir si un incident annonce mécaniquement une crise que de déterminer si les institutions seront capables d’empêcher la banalisation de ces méthodes. Car le véritable danger se situe là. Une élection ne devient pas violente le jour du scrutin. Elle peut le devenir progressivement, lorsque les adversaires cessent d’être considérés comme des concurrents légitimes et commencent à être traités comme des obstacles à neutraliser.

À l’approche de 2027, le Nigeria est ainsi placé devant une première épreuve : préserver l’espace politique avant que la compétition électorale n’entre officiellement dans sa phase la plus intense. L’incident de Benue restera peut-être un simple épisode. Mais s’il devait se répéter, il pourrait apparaître rétrospectivement comme l’un des premiers avertissements d’une campagne qui aura commencé bien avant les urnes.

T.M.

Sénégal/Politique

Le Premier ministre Al Aminou Lo décline ses priorités économiques et sociales

Redressement des finances publiques, maîtrise de la dette, amélioration du pouvoir d’achat et renforcement de la protection sociale : le Premier ministre sénégalais, Ahmadou Al Aminou Lo, a présenté, le 8 septembre devant l’Assemblée nationale, les principales orientations de son gouvernement.

Le Sénégal veut engager une nouvelle phase de son action publique. Devant les députés, le Premier ministre Ahmadou Al Aminou Lo a décliné sa Déclaration de politique générale autour de cinq engagements majeurs, articulés notamment autour du redressement des comptes publics, du renforcement de l’État de droit et de l’amélioration des conditions de vie des populations. La situation des finances publiques occupe une place centrale dans cette feuille de route. Le chef du gouvernement a rappelé le niveau élevé de la dette publique, estimée à environ 132% du PIB à la

fin de 2024, ainsi que les difficultés liées aux déficits budgétaires et aux arriérés de paiement. Dakar entend ainsi restaurer la viabilité de sa dette, sans procéder à une restructuration générale, mais en privilégiant un reprofilage reposant notamment sur l’allongement des maturités et la réduction du coût moyen de l’endettement. Cette stratégie s’inscrit dans le cadre d’un nouvel accord technique conclu avec les services du Fonds monétaire international pour un programme de trois ans. Le gouvernement prévoit également de poursuivre les réformes destinées à renforcer la transparence, la mobilisation des ressources internes et la confiance des investisseurs. Sur le plan social, le Premier ministre a annoncé un renforcement des dispositifs de protection des ménages vulnérables. L’objectif affiché est de porter, dès 2027, le nombre de ménages bénéficiaires d’un filet social à un million. L’enveloppe

consacrée à cette politique devrait passer de 70 milliards de francs CFA en 2026 à 140 milliards en 2027. Le gouvernement mise également sur l’énergie pour agir sur le coût de la vie. Dakar prévoit notamment une baisse de 30 % du prix du kilowattheure d’électricité à l’horizon 2030, grâce à une utilisation accrue du gaz national, tout en poursuivant l’électrification des localités encore non desservies. Le logement figure aussi parmi les priorités, avec l’ambition de livrer au moins 30 000 logements occupés chaque année et de renforcer les programmes de logements sociaux et abordables. À travers cette Déclaration, le gouvernement sénégalais fixe ainsi une feuille de route où le redressement économique doit rimer avec des réponses plus concrètes aux attentes sociales. Ceci, dans un contexte marqué par les contraintes budgétaires et la pression sur le pouvoir d’achat.

T.M.

UFOA B U17 filles

Cinq matchs au programme des Éperviers

Le tournoi UFOA B U17 filles 2026 se disputera finalement sous une formule entièrement réaménagée. Initialement organisée autour de deux groupes, la compétition bascule vers un championnat à six équipes, conséquence du désistement du Bénin.

qui auront désormais l'occasion de se mesurer à l'ensemble des nations présentes. Une formule qui offrira davantage de temps de jeu aux jeunes internationales et permettra aux staffs techniques de multiplier les

conduira les joueuses de Ben Tété Adzakpa face au Ghana, le 22 septembre à 15 heures au lycée scientifique. Elles affronteront ensuite le Burkina Faso, le 25 septembre à 15 heures, sur la même pelouse, avant de

face au Burkina Faso à 15 h sur le même terrain du lycée scientifique ; son cinquième match le mettra aux prises avec le Nigeria à partir de 18 h au stade CKB.

Le premier au classement sacré champion

Avec cette formule de championnat, chaque rencontre comptera dans la course au titre. Une victoire rapportera trois points, un match nul un point, et une défaite aucun point. En cas d'égalité au classement, la différence de buts sera prise en compte en premier, puis le nombre de buts inscrits et enfin, le résultat de la confrontation directe. L'équipe qui totalisera le plus de points à l'issue des cinq journées sera déclarée championne de l'édition 2026.

Pour les Éperviers U17 filles, cette nouvelle formule constitue une opportunité supplémentaire d'accumuler de l'expérience internationale. Après plusieurs semaines de préparation sur le sol togolais, ponctuées de séances de travail et de matchs amicaux, le groupe pourra désormais se mesurer à cinq adversaires aux profils différents.

La délégation togolaise a mis le cap sur la Côte d'Ivoire le dimanche 13 septembre, avec l'ambition de capitaliser sur le travail réalisé et de défendre au mieux les couleurs nationales au cours de ces cinq rendez-vous.

Un dernier test avant la Côte d'Ivoire

Vendredi soir à Gbavé, les Eperviers ont bouclé leur préparation sur le sol togolais à travers un ultime match amical, à quelques jours de leur départ pour la Côte d'Ivoire où elles prendront part au tournoi UFOA B U17 filles.

Pour ce dernier test, les joueuses du sélectionneur Ben Tété Adzakpa étaient opposées aux U15 garçons de la sélection nationale, également en préparation pour leur prochaine échéance internationale. Une confrontation exigeante qui s'est soldée par une victoire des garçons sur le score de 5-0. Au-delà du résultat, cette opposition avait pour objectif de soumettre les Éperviers U17 filles à un dernier test d'intensité et de permettre au staff technique d'évaluer le comportement du groupe dans différents secteurs de jeu. Face à une équipe athlétique et engagée, les Togolaises ont pu mesurer les derniers ajustements à effectuer avant l'entrée en compétition.

Cette rencontre vient ainsi refermer plusieurs semaines de préparation ponctuées de séances techniques et tactiques, de travail physique et de plusieurs matchs tests et ouvrir la voie pour une bonne participation au tournoi UFOA B U17 filles.

TM-FTF



Une action au match préparatif U17 filles et U15 garçons

Les six sélections encore engagées sont la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigeria, le Niger, le Burkina Faso et le Togo. Ils évolueront désormais dans une poule unique. Chaque équipe affrontera une fois les cinq autres, soit cinq matchs par sélection et quinze rencontres au total sur l'ensemble du tournoi. Cette nouvelle configuration change sensiblement le parcours des Éperviers U17 filles,

situations de compétition.

Une entrée en matière face au pays hôte

Le Togo débutera son tournoi le mardi 15 septembre face à la Côte d'Ivoire, pays hôte, à 15 heures au stade CKB. Les Togolaises enchaîneront trois jours plus tard, le 18 septembre, contre le Niger à 18 heures, toujours au stade CKB.

Le troisième rendez-vous

boucler leur parcours face au Nigeria, le 27 septembre à 18 heures au stade CKB.

Quid du programme des Éperviers U17 filles ?

Le 15 septembre à 15 heures, le Togo sera face à la Côte d'Ivoire au stade CKB ; le 18 septembre à 18 h sur le même stade, il affrontera le Niger avant de retrouver le Ghana le 22 septembre à 18 h au lycée scientifique de Yamoussokro. Pour le quatrième match, il sera

228 Basket Playground 2026

Trois jours pour promouvoir le basket

Après l'édition 2025 qui a attiré plus de 5 000 participants, la deuxième édition du 228 Basket Playground a connu son apothéose le samedi 12 septembre 2026 au stade omnisports de Lomé.

Organisé par UK & Partners, en partenariat avec la Fédération nationale de basketball, cet événement, qui a pour objectif de favoriser l'émergence de professionnels dans la discipline, a été meublé de diverses activités.

Étaient au programme de cette activité sportive une compétition visant à favoriser la formation, l'intégration sociale et la valorisation du basketball féminin.

Dans cette seconde édition, le 228 Basket Playground s'est particulièrement focalisé sur trois points clés : compétition, formation et impact social. Plusieurs équipes d'horizons divers ont pris part aux diverses étapes du tournoi, avec une finale disputée à l'issue

de deux jours d'activités.

Pour accroître la compétence des acteurs du basketball, des formations avancées ont été offertes aux entraîneurs, arbitres et sportifs. L'objectif était d'améliorer les aptitudes des intervenants locaux et d'encourager l'échange d'expériences avec des spécialistes du basketball.

Trois jours d'activités sportives et de spectacles

La première journée a été

dédiée aux formations, suivie le second jour par les éliminatoires. La troisième a accueilli les finales, accompagnées d'animations et de spectacles culturels.

L'édition 2025 a déjà attiré l'attention avec plusieurs membres du monde du basket annoncés, tels qu'Ilan Mahinmi, Hammadoun Sidibé, vedette du Quai 54, et Isabelle Yacoubou, qui a représenté la France sur la scène internationale.

À noter que le 228 Playground a pour objectif principal de contribuer à la structuration et à la professionnalisation de l'écosystème du basketball tout en valorisant la jeunesse et le sport au Togo. S'inscrivant dans cette logique, l'événement à travers ses différentes activités, permet de structurer le basketball, de favoriser l'inclusion et de transmettre des valeurs de cette discipline.

Caleb Akponou

Made in Togo : et si le vrai défi était la machine ?



Aphtal Cissé

Quand on observe ce que nous appelons aujourd'hui le Made in Togo, une chose frappe : une grande partie de nos productions locales se concentre encore dans l'agroalimentaire. Jus, farines, épices, infusions, huiles, café, produits transformés...

Ce n'est certainement pas un hasard. Nous produisons d'abord à partir de ce qui nous est immédiatement accessible : la terre et ce qu'elle nous offre. C'est parfaitement logique pour une économie encore fortement agricole. Mais ce constat en cache un autre, moins confortable : une part importante de nos matières premières continue de quitter le pays brute ou après une transformation relativement limitée. Et si cela révélait quelque chose de plus profond sur notre niveau d'industrialisation ?

Exporter la matière est plus facile que maîtriser sa transformation

Exporter une matière première peut être relativement simple. Les marchés internationaux sont déjà organisés pour l'acheter. Les acheteurs existent. Les circuits logistiques sont connus. Les standards sont établis. Il faut produire, récolter, trier, conditionner et expédier. Transformer localement est une autre histoire. Il faut des équipements, de l'énergie, des compétences

techniques, des emballages, des financements, des certifications, une logistique adaptée et surtout des débouchés suffisamment réguliers pour rentabiliser les investissements.

Et au milieu de tout cela se trouve un élément dont nous parlons finalement assez peu : la machine. Car derrière chaque ambition de transformation se trouve une réalité mécanique. Il faut sécher, broyer, torréfier, presser, mélanger, filtrer, remplir, doser, emballer, conserver. Autrement dit, vouloir transformer davantage notre agriculture suppose aussi de disposer des outils capables de le faire.

Le paradoxe du Made in Togo

C'est là qu'apparaît un paradoxe intéressant.

Nous pouvons produire un aliment au Togo, à partir d'une matière première togolaise, avec une main-d'œuvre togolaise, tout en dépendant presque entièrement de l'extérieur pour les machines qui rendent cette production possible. Le broyeur vient d'ailleurs. L'ensacheuse vient d'ailleurs. Certaines pièces détachées viennent d'ailleurs. Les consommables, parfois même les emballages, viennent d'ailleurs. Et lorsqu'une machine tombe en panne, une simple pièce peut immobiliser une production pendant plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Notre produit est local. Mais notre capacité à le produire

reste en partie importée. Ce constat ne retire rien au mérite des transformateurs locaux. Au contraire. Il permet de mesurer la difficulté réelle dans laquelle ils évoluent.

Peut-on faire une révolution agricole sans révolution mécanique ?

Nous parlons beaucoup de transformation agricole. Et nous avons raison. Mais peut-être avons-nous tendance à commencer l'histoire au milieu. Avant de transformer massivement une agriculture, il faut aussi développer une capacité mécanique, technique et industrielle capable d'accompagner cette transformation.

Une unité de production n'est pas seulement un bâtiment dans lequel on installe quelques machines importées. Autour d'elle doivent exister des techniciens capables de les installer, de les entretenir et de les réparer ; des entreprises capables d'en fabriquer certaines pièces ; des ingénieurs capables de les adapter à nos réalités ; des fournisseurs capables de produire les emballages et consommables nécessaires ; des laboratoires ; des logisticiens ; des financiers qui comprennent les cycles industriels.

C'est cet ensemble qui constitue véritablement un écosystème industriel. Et c'est probablement là que doit aussi se porter notre ambition.

De la transformation à la fabrication

La prochaine étape du Made in Togo ne devrait donc pas être seulement de transformer davantage de cacao, de café, de soja, de fruits ou de céréales. Elle devrait être de commencer à fabriquer une partie des outils qui permettent cette transformation.

Toutes les machines, évidemment, ne seront pas produites localement. Aucun pays moderne ne fonctionne en autarcie industrielle. Mais entre tout importer et tout fabriquer existe un immense espace économique. Fabriquer certaines pièces. Concevoir des séchoirs adaptés à nos productions. Assembler des équipements. Développer des solutions de

conditionnement. Produire davantage d'emballages. Former des maintenanciers spécialisés. Adapter des machines importées aux contraintes locales.

C'est aussi cela, l'industrialisation. Et cela pose nécessairement la question de nos filières de formation professionnelle et technique. Si notre ambition est de transformer davantage, nos centres de formation, nos écoles d'ingénieurs et nos universités doivent également produire les compétences qui permettront de construire et maintenir cet appareil productif.

Entre la récolte et le rayon

Il suffit parfois d'observer notre quotidien pour comprendre ce qui nous manque. Il est plus facile de trouver du maïs grillé au bord de la route que du popcorn produit et conditionné localement dans une boutique.

En période de récolte, la banane plantain grillée est abondante et accessible. Mais quelques semaines plus tard, trouver des chips de plantain produites localement, conditionnées, conservées et distribuées à grande échelle devient une autre affaire.

Et que dire de la tomate ? À certaines périodes, nous la regardons pourrir faute de débouchés suffisants, de conservation ou de transformation, pendant que nos commerces continuent de vendre de la tomate concentrée importée.

Ces exemples peuvent paraître anecdotiques. Ils racontent pourtant une partie essentielle de notre problème industriel. Nous savons produire. Nous savons consommer. Ce qui nous manque encore, c'est cette chaîne intermédiaire capable de transformer l'abondance saisonnière en produits disponibles toute l'année : conserver, transformer, conditionner, stocker et distribuer. C'est précisément dans cet espace, entre le champ et le rayon, que se perd une partie de la valeur que nous pourrions créer ici.

Produire ce que nous consommons

Il existe également un

autre enjeu : notre marché intérieur. Transformer localement ne devrait pas avoir pour seul objectif de mieux exporter. Il s'agit aussi de produire davantage de ce que nous consommons. Chaque produit que nous pouvons raisonnablement fabriquer ici plutôt que d'importer représente potentiellement de la valeur conservée dans notre économie, des emplois créés, des compétences développées et une dépendance réduite. Mais là encore, produire localement ne suffit pas. Encore faut-il pouvoir produire avec une qualité constante, à un coût acceptable et dans des volumes capables de répondre au marché. L'industrie commence précisément lorsque la production cesse d'être seulement possible pour devenir reproductible, fiable et compétitive.

Le Made in Togo doit aussi sortir de nos ateliers

Il faut continuer à célébrer ceux qui transforment nos récoltes. Mais notre ambition collective doit progressivement aller plus loin. Le Made in Togo ne peut pas seulement désigner ce qui pousse sur nos terres, puis ce que nous réussissons à mettre en bouteille, en sachet ou en boîte. Il doit progressivement désigner aussi les équipements, les pièces, les procédés, les emballages et les solutions techniques qui permettent à ces produits d'exister.

Car la véritable révolution ne viendra peut-être pas seulement le jour où nous transformerons davantage notre café, notre cacao, notre soja ou nos fruits. Elle commencera aussi le jour où, lorsqu'une machine tombera en panne dans une unité de production togolaise, la première question ne sera plus : « Dans quel pays devons-nous commander la pièce ? » Mais : « Qui, ici, peut nous la fabriquer ? »

Ce jour-là, le Made in Togo ne sera plus seulement ce que nous cultivons. Il sera ce que nous transformons, ce que nous consommons ; et ce que nous sommes capables de fabriquer pour produire davantage.

PRÊT SCOLAIRE

DES ETUDES FINANCÉES, UN AVENIR SÉCURISÉ



*Offre soumise à conditions

0 TAUX
%

1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2026

JUSQU'À 5 FOIS LE SALAIRE NET

SUR 12 MOIS

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

